

Unité départementale de l'Isère

Grenoble, le 31/03/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **ECOAT OPERATIONS**

Rue Gaston Monmousseau  
Plateforme chimique Roussillon  
38150 SALAISE SUR SANNE

Références : 2022-Is053RT

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2022 dans l'établissement ECOAT OPERATIONS implanté Rue Gaston Monmousseau de la plateforme chimique de Roussillon à SALAISE SUR SANNE (38150). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été programmée pour vérifier la conformité de l'exploitant suite à la mise en place d'une astreinte administrative depuis le 9 décembre 2021. En effet, une première visite à l'exploitant le 18 janvier 2022 n'avait pas permis de lever totalement l'astreinte journalière car les points de non-conformités n'avaient pas été résorbés.

Cette visite de l'inspection a donc permis de constater la conformité de l'exploitant sur :

- le stockage irrégulier de déchets dangereux ;
- la présence d'une détection incendie fonctionnelle ;
- l'étanchéité du sol de l'atelier.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ECOAT OPERATIONS
- Rue Gaston Monmousseau Plateforme chimique Roussillon 38150 SALAISE SUR SANNE
- Code AIOT dans GUN : 0006114460
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

ECOAT est une entreprise spécialisée dans la fabrication de polymères « biosourcés » destinés à l'industrie des peintures et revêtements. L'entreprise dont le siège social est basé à GRASSE (06), a pour objectif la production industrielle de polymères biosourcés (résines alkydes). Ces produits sont développés dans les laboratoires d'ECOAT situés à Grasse. Le pilote et l'unité de production sont

basés sur la plateforme chimique de Roussillon à Salaise sur Sanne (bâtiment F32 utilisé précédemment par RHODIA OPERATIONS pour la production d'oxadiazon).

Pour rappel, la capacité maximum de production d'ECOAT est de 1800 t/an. L'entreprise présente une bonne progression de la production depuis 2015 (15 tonnes en 2015, 400 tonnes en 2018 et environ 1200 tonnes par an depuis 2019).

Les produits sont actuellement distribués en France (Leroy Merlin, Castorama), en Belgique et en Suisse.

Malgré la crise liée au Covid-19 ayant pesé sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, ECOAT continue son développement et a choisi d'augmenter ses effectifs pour passer d'un fonctionnement en 2x8 à un fonctionnement en 3x8.

Sur le plan administratif, le site est :

- soumis à autorisation compte tenu de leur activité de fabrication industrielle de polymères et de produits chimiques organiques et de la quantité de fluide caloporteur utilisée pour les procédés de chauffage stockée ;
- soumis à la directive sur les émissions industrielles compte tenu de la quantité de produits de chimie organique fabriquée.

Les enjeux identifiés pour cet établissement sont principalement :

- les émissions atmosphériques issues de la cheminée de sortie de réacteur pouvant émettre des composés organiques volatils (impact sur la qualité de l'air / risque sanitaire) ;
- les émissions dans l'eau issues des nettoyages de l'installation ;
- les risques incendie et explosion liés à la manipulation de liquides inflammables et à la présence de chaufferies ;
- le risque de pollutions accidentelles lié aux eaux d'extinction d'un incendie, ainsi que la perte de confinement de produits dangereux pour l'environnement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- n°2022-1 : La conformité de l'installation aux rubriques ICPE
- n°2022-2 : L'étanchéité des sols des ateliers
- n°2022-3 : Le respect de l'EDD en ce qui concerne la détection incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles

- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées peuvent conduire suivant le cas, à une demande d'action corrective par lettre préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>
n°2022-1 : La conformité de l'installation aux rubriques ICPE	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 1.2.1.	Liquidation partielle de l'astreinte	Levée d'astreinte
n°2022-3 : Le respect de l'EDD en ce qui concerne la détection incendie	Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 8.1.6.	Liquidation partielle de l'astreinte	Levée d'astreinte

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
n°2022-2 : L'étanchéité des sols	Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article IV de l'article 8.4.1	Mise en demeure	Mise en conformité

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection avait pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux rubriques ICPE, et notamment le stockage de déchets, le respect de l'EDD en ce qui concerne la détection incendie et la mise en place d'une dalle étanche dans la zone de stockage. Les constats faits le jour de l'inspection ainsi que les documents envoyés par l'exploitant (brodureau de suivi des déchets et PV de mise en place de la détection incendie) montrent que l'exploitant s'est mis en conformité sur les points contrôlés.

Conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2021 rendant redevable l'exploitant ECOAT d'une astreinte administrative journalière, il est proposé à monsieur le préfet de liquider totalement l'astreinte sur la période du 19 janvier 2022 au 03 mars 2022 soit :

- 43 jours x 200 € pour la fin du stockage irrégulier de déchets constatée le 04 mars 2022 = 8 600€.

- 20 jours x 50 € pour la détection incendie mise en service le 08 février 2022 = 1 000€.

Au total, la liquidation de l'astreinte s'élève à 9 600€.

Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint au présent rapport dans ce sens.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle n°2022-1 : Conformité de l'installation aux rubriques ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article 1.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage irrégulier de déchets dangereux sur le site
<b>Prescription contrôlée :</b> 1.2.1. Liste des installations concernée par une rubrique de la nomenclature des installations classées – voir tableau de la nomenclature
<b>Constats :</b> Pour mémoire, les déchets stockés sont des résines, des émulsions non conformes issues de la production, ainsi que des eaux de lavages des ateliers/équipements. Rappelons que l'industriel n'est pas autorisé à rejeter des eaux issues des procédés.  Le jour de la visite, il a été constaté que la quantité de déchets stockés sur place était équivalente à un stock de l'ordre d'un lot normal d'expédition (25 GRV environ, voir photo en annexe). L'exploitant a fourni les bordereaux de suivi des déchets pour la période du 18/01/2022 (date de la dernière inspection) au 24/03/2022.  Pour information, Ecoat a fait part à l'inspection, lors d'un échange de mails du 01/03/2022, vouloir soumettre à l'administration un porter-à-connaissance pour régulariser leur situation vis-à-vis du stockage de déchets produits lors du procédé industriel (estimé à 20 tonnes/mois au maximum).  Cette non-conformité est résorbée et l'astreinte sera levée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée d'astreinte

### Nom du point de contrôle n°2022-2 : Etanchéité des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/01/2018, article IV de l'article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etanchéité des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.4.1. IV) Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

**Constats :**

Il a été constaté que l'exploitant a fait réaliser des travaux d'étanchéité des sols. Une résine a été appliquée sur la zone de stockage (voir photo en annexe).

Cette non-conformité est résorbée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle n°2022-3 :** Respect de l'EDD en ce qui concerne la détection incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 17/10/2018, article 8.1.6.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Conformité relative à la détection incendie

**Prescription contrôlée :**

8.1.6. Étude de danger → voir l'EDD qui prévoit que « les parties de bâtiment abritant au moins un liquide inflammable ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à proximité immédiate seront équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionnera une alarme perceptible en tout point du bâtiment. »

**Constats :**

Le jour de l'inspection, il a été observé que le dispositif de détection incendie avait bien été installé dans le bâtiment. Le PV de mise en service de l'installation daté du 08/02/2022 a été envoyé à l'inspection le 01/03/2022.

Cette conformité est donc résorbée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée d'astreinte